

Éric Brunat

« LE CHAOS DES ANNÉES 1990 EST À L' »

ÉCONOMISTE À L'UNIVERSITÉ SAVOIE MONT BLANC, ÉRIC BRUNAT, QUI FUT AUSSI CONSEILLER AUX NATIONS UNIES EN RUSSIE, BIÉLORUSSIE ET MOLDAVIE, LIVRE SON ANALYSE DU CONFLIT.

PROPOS RECUEILLIS PAR SYLVIE BOLLARD

Vous avez été missionné plusieurs fois en Russie depuis 1988. Comment expliquez-vous le glissement de Vladimir Poutine vers ce qu'il est aujourd'hui ?

Je suis allé des dizaines de fois en Russie depuis 1988 et, en cumulé, y ai vécu plus de six ans. Pour essayer de comprendre la situation actuelle, il faut revenir à la fin de l'ère soviétique, avant même que Vladimir Poutine n'accède au pouvoir. En décembre 1991, l'Union soviétique s'effondre. À partir de 1992, les Occidentaux se précipitent, à la demande des libéraux russes, pour briser le modèle soviétique. Une influence ultralibérale se met en place avec, à sa tête, le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale, les États-Unis, l'Union européenne... Tous travaillent pour créer, le plus vite possible, une forme d'économie de marché. C'est une vraie thérapie de choc qui a été appliquée.

Thérapie de choc, ce n'est pas un peu fort ?

Non c'est bien réel ! La libération des prix a entraîné, en quelques mois, +1 000 % d'inflation en 1992. L'épargne – dite « forcée », dans le contexte pénurie de la société soviétique – que la population avait pu accumuler ne valait soudain plus rien. S'y est ajouté un programme de privatisation sans précédent, dans un contexte surréaliste.

Vous faites allusion à la privatisation des biens de l'État par vouchers ?

Tout à fait. Le moyen le plus coercitif fut la conditionnalité des prêts du FMI à la réalisation de privatisations. L'État russe a distribué à tous les adultes du pays des vouchers d'une certaine valeur nominale, échangeables contre des parts d'entreprises. Un processus compliqué, déployé avec peu de pédagogie pour le grand public... Les gens n'ont guère prêté attention à ces coupons échangeables contre des actions dans les unités de production publiques... sauf quelques jeunes diplômés, pour certains tout juste diplômés de grandes écoles occidentales.

Qu'ont-ils fait ?

Au début, ils ont accumulé ces coupons largement rejetés par le plus grand nombre. Puis, ils se sont mis à en acheter en grosses quantités, via des banques ou des sociétés écrans ; des processus de privatisation souvent initiés dans un contexte de vide juridique ou de cadre légal abstrus. Pour quelques millions de dollars (prêtés par les banques occidentales, notamment européennes – françaises, autrichiennes et autres...), ils ont racheté de façon massive "les biens de l'ex-Union soviétique", ressources naturelles et biens industriels. Des biens largement sous-évalués qui valaient plusieurs milliards de dollars sur le marché. L'effet de levier fut considérable. C'est ainsi qu'ils sont devenus les oligarques dont on parle aujourd'hui.

En quoi cela a-t-il un rapport avec la guerre actuelle ?

Le chaos qui s'en est suivi dans le pays, avec des millions de personnes jetées dans l'extrême pauvreté et la constitution d'une oligarchie toute puissante, a mené, dès 1998, à une crise financière. Plus personne ne payait l'impôt. Le déclassement social était général. Le risque de désagrégation du pays était réel à la fin des années 1990, et cela était en partie dû aux experts occidentaux, en tout cas aux options néolibérales vraiment brutales proposées, et certes bien accueillies par le pouvoir russe de l'époque. Sur ce, Vladimir Poutine est arrivé dans le gouvernement Boris Eltsine comme Premier ministre en 1999, puis fut élu président de la Fédération de Russie en 2000.

CV EXPRESS

Membre du laboratoire Irege

Université Savoie Mont Blanc, faculté de droit ; (A été vice-président de l'USMB chargé des relations européennes et internationales)

Docteur honoris causa

des universités d'État de Sothchi et d'Irkoutsk

Directeur exécutif et scientifique

du Centre européen-russe d'économie politique à Moscou

Senior economist advisor

aux Nations Unies en Russie, Biélorussie et Moldavie.

Membre permanent associé

de l'Académie de Savoie.

Cofondateur

de l'École de la paix de Grenoble.





ORIGINE DE LA GUERRE EN UKRAINE »



Et il arrive à remettre de l'ordre dans son pays...

Avec sa conception dite de « *verticale du pouvoir* », il va nommer les gouverneurs, précédemment élus – mais terriblement corrompus –, tenir un discours nationaliste de retour de la « *nouvelle et grande Russie* », accélérer la production de pétrole et de gaz. Les caisses de l'État se renflouent, les grands comptes sont rétablis. Mais surtout, les conditions de vie de la classe moyenne s'améliorent, et celle-ci devient son principal soutien politique.

Au début des années 2000, Vladimir Poutine entretient des relations plutôt cordiales avec Jacques Chirac ou Gerhart Schröder par exemple. Et au fil du temps, on voit son isolement. Comment l'expliquez-vous ?

Oui, c'est juste. On parle même d'un axe Paris-Berlin-Moscou. Mais très vite, la peur historique de la Russie d'être encerclée (d'avoir l'Otan à ses frontières, par exemple), va resurgir. Depuis 1999 – avec la Pologne, la Hongrie, la République tchèque –, et surtout après 2004, dès qu'un pays entre dans l'Union européenne, il dépose un dossier à l'Otan. En 2009, l'Albanie et la Croatie adhèrent à leur tour à l'Otan, puis la Macédoine du Nord en 2020. La peur de l'encerclement immédiat de la Russie gagne et la mésintelligence avec l'Occident s'aggrave.

Quelles sont, selon vous, les origines du conflit russo-ukrainien ?

Des éléments sont déjà suggérés dans mes propos. Toutefois, à l'automne 2013, le président ukrainien Viktor Ianoukovytch annonce, à Vilnius, en Lituanie, qu'il ne signera pas l'accord de politique de voisinage



pourtant négocié avec l'Union européenne (PEV). Cette décision va déclencher, début 2014, la révolution pro-européenne de Maïdan.

Il faut rappeler que, dès son élection en 2010, Viktor Ianoukovytch avait négocié avec la Russie un bail prolongeant de vingt-cinq ans, jusqu'en 2047, l'utilisation de la base navale de Sébastopol, en Crimée, contre des rabais importants sur le gaz russe importé. Cette double négociation avec l'UE et avec la Russie, plus l'imbroglio révolutionnaire qui a suivi début 2014, a abouti à la destitution du président ukrainien et à la mise en place d'un gouvernement intérimaire. Un gouvernement que les habitants du Donbass (des régions de Donetsk et Lougansk) et de la Crimée refusent alors de reconnaître, arguant du vide institutionnel, de blessures non refermées d'avant la Seconde Guerre mondiale, et d'un vif rejet des premières mesures. S'ensuit, le 16 mars 2014, un référendum d'autodétermination en Crimée. Trois jours plus tard, l'Ukraine quitte la Communauté des États indépendants (CEI) et, le 21 mars, Vladimir Poutine annexe la Crimée et crée deux nouveaux sujets territoriaux : la République de Crimée et la ville fédérale de Sébastopol, où la Russie a une base militaire sur les mers chaudes depuis Catherine II. Quant au Donbass, une guerre fratricide a suivi les velléités d'indépendance des Républiques populaires autoproclamées de Lougansk et de Donetsk. Guerre avec l'Ukraine dont le bilan est de plus de 13 000 morts depuis 2014... C'est notamment pour ces raisons que Vladimir Poutine pensait être accueilli avec des fleurs en Ukraine.

Et dans les faits, on assiste à une guerre fratricide élargie et terrifiante...

Oui, car ce sont des peuples frères culturellement, spirituellement.



Dans le Donbass, la guerre dure depuis 2014 et avait déjà fait plus de 13 000 morts avant la tentative d'invasion de l'Ukraine par l'armée russe.

Vladimir Poutine veut restaurer la vieille puissance territoriale de la Grande Russie et cela prend des formes hallucinantes ! Il est certes dans le passé... Mais il ne peut pas gagner cette guerre.

En êtes-vous si sûr ?

Les mémorandums de Budapest, signés notamment par la Russie en 1994 et garantissant en particulier la souveraineté et les frontières de l'Ukraine, ont été violés. Cette agression militaire ne pourra pas laisser de place à une capitalisation politique. L'acte violent a pris le pas sur la diplomatie des chancelleries, bien passives de part et d'autre. La résilience du peuple ukrainien est et sera forte. De plus, les "performances" militaires de l'armée conventionnelle russe sont médiocres : elle a des problèmes de mission, de logistique, d'alimentation, de ravitaillement, de commandement... Et ses chars lourds s'enlisent dans la boue, la fameuse *raspoutitsa* qui avait déjà ralenti Napoléon Bonaparte et les hordes hitlériennes de l'opération Barbarossa.

Les sanctions occidentales peuvent-elles avoir une influence ?

On notera d'abord que ces sanctions impactent beaucoup plus nos entreprises que les américaines... Le commerce Europe-Russie est dix fois supérieur à celui entre Russie et États-Unis. Cela dit, il faut que les entreprises françaises

présentes en Russie s'en aillent. On ne peut pas continuer à être ambigu face à une telle agression, et cela peut contribuer à un réveil de la société russe.

Comment sortir de ce conflit ?

Je vois trois scénarios : l'enlèvement du conflit ; une tentative de Vladimir Poutine de mettre un homme de main à la place du président ukrainien ; maintenir une porte de sortie. Pour cette dernière option, l'Ukraine devra renoncer à l'Otan, accepter une forme de neutralité et réfléchir à une fédéralisation de son territoire. Une très large autonomie pourrait être accordée au Donbass, avec un point réalisé par voie référendaire dans deux ou trois ans et un contrôle international du processus. En tout cas, j'espère que cette piste sera explorée.

Vous n'avez pas évoqué la pire des options : la guerre non conventionnelle...

Si Vladimir Poutine réalise qu'il ne gagnera pas la guerre, personne ne sait comment il peut réagir. La Russie compte 6 500 têtes nucléaires et la moindre d'entre elles est 100 fois plus puissante que celle utilisée par les États-Unis à Hiroshima. Pour les utiliser, trois personnes – le ministre de la Défense, le chef d'état-major et le président de la Fédération, Vladimir Poutine – doivent théoriquement donner leur accord. ■